

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT

ULMANN Père et Fils à Saint-Maurice l'Exil

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 février 2023 dans l'établissement ULMANN Père et Fils situé 1 Rue de Narvik, 38550 Saint-Maurice l'Exil.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : ULMANN Père et Fils
- Adresse : 1 Rue de Narvik, 38550 Saint-Maurice l'Exil
- Code AIOT dans GUN : 0006103152
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
N°5 hauteur des dépôts métalliques	point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
N°6 réseau d'égout interne et plan des réseaux	Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		Lettre de suite préfectorale
N°7 dératisation	Point 1.5 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°1 clôture du site	point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983	Lettre de suite préfectorale	
N°2 nettoyage du séparateur d'hydrocarbures	Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°3 étanchéité du stockage de batteries	point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		
N°4 étanchéité de l'aire de stockage des déchets	point 5.2 des prescriptions applicables dde l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983	Lettre de suite préfectorale	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- hauteur des dépôts métalliques - Référence réglementaire (suite inspection du 22/02/2023) : point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai: 1 mois à compter de la lettre de suite
- réseau d'égout interne et plan des réseaux - Référence réglementaire: Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai: 4 mois à compter de la lettre de suite
- dératisation - Référence réglementaire: Point 1.5 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai: 1 mois à compter de la lettre de suite

Les autres dispositions contrôlées sont rappelées ci-après:

- clôture du site (suite inspection du 22/02/2023) - Référence réglementaire : point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
- nettoyage du séparateur d'hydrocarbures (suite inspection du 22/02/2023) - Référence réglementaire : Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
- étanchéité du stockage de batteries (suite inspection du 22/02/2023) - Références réglementaires : point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983.
Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983
- étanchéité de l'aire de stockage des déchets (suite inspection du 22/02/2023) - Référence réglementaire : point 5.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle 1: clôture du site (suite inspection du 22/02/2023)

Références réglementaires : point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. <i>Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante ou d'un mur d'une hauteur minimale de deux mètres.</i>
Constats : Le mur d'enceinte le long de la limite de propriété avec les ateliers municipaux n'était pas assez haut (environ 1 mètre) lors de l'inspection du 22/02/2023. L'exploitant a rajouté une clôture sur le mur concerné depuis la dernière inspection.
Avis de l'inspection des ICPE : conforme.
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 2: nettoyage du séparateur d'hydrocarbures (suite inspection du 22/02/2023)

Références réglementaires : point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. <i>Pour éviter tous rejets importants d'hydrocarbure ou graisse, un décanteur-deshuileur traitera les eaux provenant des aires de stockage des ferrailles, moteurs ou boîtes à vitesses recouverts ou contenant des hydrocarbures. Cet appareil sera suffisamment dimensionné pour traiter en totalité les eaux des ruissellements afin de respecter les concentrations définies au paragraphe 4.1.</i>
Constats : L'exploitant avait déclaré lors de l'inspection du 22/02/2023 que le séparateur d'hydrocarbures du site n'avait jamais été vidangé. Le 7/11/2023, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention de la société Biajoux Assainissement concernant une intervention du 10/05/2023 pour notamment une vidange partielle des deux séparateurs d'hydrocarbures du site ainsi qu'un pompage et nettoyage du contenu sous la grille située avant les séparateurs.
Avis de l'inspection des ICPE : conforme
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 3: étanchéité du stockage de batteries (suite inspection du 22/02/2023)

Références réglementaires : point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. <i>Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports...) de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel.</i> <i>Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983</i> <i>arrêté préfectoral N°2015 105-0022 de mise à jour de classement du 15 avril 2015</i> <i>Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles etc.... récupérés.</i>
Constats : Les différentes caisses de stockages de batteries étaient toutes stockées sous abri le 7/11/2023.
Avis de l'inspection des ICPE : conforme
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 4: étanchéité de l'aire de stockage des déchets (suite inspection du 22/02/2023)

Références réglementaires : point 5.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. <i>Toute précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines. arrêté préfectoral N°2015 105-0022 de mise à jour de classement du 15 avril 2015</i>
Constats : Lors de l'inspection du 22/02/2023, le sol bétonné de l'installation de stockage comportait des trous. L'exploitant a remis à neuf la dalle en béton endommagée (environ 140 mètres carrés et 25 cm d'épaisseur)
Avis de l'inspection des ICPE: conforme
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 5: hauteur des dépôts métalliques (suite inspection du 22/02/2023)

Références réglementaires : point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. <i>La hauteur du dépôt sera inférieure à 4 mètres.</i>
Constats : Un tas de déchets métalliques d'une hauteur de 5 mètres situé contre le bâtiment de l'atelier dépasse la limite autorisée de 4 mètres. Des habitations font face et ont vue sur le site. Ce tas de déchets métallique dépassait visiblement toujours les quatre mètres autorisés le 7/11/2023 et l'exploitant a expliqué qu'il ferait le nécessaire afin de ne pas potentiellement gêner visuellement les riverains.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit limiter la hauteur du dépôt métallique sus-mentionné à 4 mètres.
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale. Délai: 1 mois

Point de contrôle 6: réseau d'égout interne et plan des réseaux

Références réglementaires : Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 <i>Pour éviter tous rejets importants d'hydrocarbure ou graisse, un décanteur-deshuileur traitera les eaux provenant des aires de stockage des ferrailles, moteurs ou boîtes à vitesses recouverts ou contenant des hydrocarbures. Cet appareil sera suffisamment dimensionné pour traiter en totalité les eaux des ruissellements afin de respecter les concentrations définies au paragraphe 4.1. Les égouts devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage. Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le réseau de collecte des effluents devant en temps normal subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.</i>
Constats : un ancien plan d'ensemble du site datant du 19 avril 1982 n'est plus à jour. Le tracé du réseau d'égout interne (eaux pluviales de voiries) à l'installation nécessite une actualisation. Il a été constaté le jour de l'inspection qu'une bouche d'égout était manquante (absence de maçonnerie et présence d'une plaque métallique qui recouvre un trou relié au réseau d'égout d'après l'exploitant) sur l'aire extérieure de stockage.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit fournir un plan à jour des réseaux de récupération des eaux pluviales du site et effectuer les travaux nécessaires concernant le réseau de récupération d'eaux pluviales.
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale. Délai: 4 mois

Point de contrôle 7: dératisation

<p>Références réglementaires : Point 1.5 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983</p> <p><i>Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.</i></p> <p><i>Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée d'un an. La démoustification sera effectuée en tant que de besoin.</i></p>
<p>Constats : il n'a pas été constaté la présence de rats le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'il ne possédait pas de produit raticide. Aucune facture de raticide n'a été présentée.</p>
<p>Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit faire le nécessaire sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : lettre de suite préfectorale. Délai: 1 mois</p>